

Mardi 15 octobre, le quotidien l'Equipe publiait un [article](#) sur de l'argent du Bahreïn en lien avec le président de l'UNSS, Olivier Girault. Ce dernier a confirmé la majorité des informations le jour même à la [radio](#).

L'ISF, la fédération internationale du sport scolaire présidée depuis 2014 par Laurent Petrynka, Inspecteur général, ancien conseiller du ministre Blanquer au gouvernement et directeur de l'UNSS de 2010 à 2018, a touché 5 millions d'Euros du Bahreïn pour accueillir et organiser la « Gymnasiade 2024 » (équivalent des JO pour les scolaires). Cette augmentation de budget a donné lieu à « dépenses fastueuses ».

D'après l'Equipe, Le budget de l'ISF fait paraître des dépenses pour la société BLS (Black Light Solution), société roumaine créée par Olivier Girault ... quelques jours avant sa nomination officielle par Blanquer (contre l'avis de la commission de sélection et le conseil d'administration). Cette société BLS, qui a servi d'intermédiaire avec le Bahreïn, a touché 440 000 euros et tous les ans depuis, des frais pour des « prestations de communication » (331 000 euros en 2023, 196 000 en 2024).

Des informations intolérables, d'autant plus dans le contexte d'austérité de l'UNSS.

Lors de l'assemblée générale du 5 juillet 2024, la FNEC FP-FO a voté contre le projet de règlement fédéral (rejeté) et contre le budget (adopté pour 2 voix).

Dans le budget, la FNEC FP-FO avait dénoncé la part du budget particulièrement élevée pour des entreprises privées de « communication ». Le parallèle avec l'ISF est insoutenable. Par ailleurs, le CSE de l'UNSS demande en vain les comptes de la Gymnasiade 2022 organisée en France... Le directeur de l'UNSS met en avant sa volonté de réorganiser l'UNSS et la nécessité d'augmenter son financement privé.

Dans le règlement fédéral 2024/2028 le nombre d'activités et de compétitions proposées aux élèves sont réduit pour raison d'économie, mais l'UNSS ne voulait pas entendre de faire des économies sur la participation à la Gymnasiade au Bahreïn...

Les enseignants d'EPS sont ulcérés. Ils constatent au quotidien les conséquences du manque de moyens. La licence des élèves a augmenté de 10%, l'affiliation est passée de 80 à 100 euros, les transports sont de plus en plus compliqués à organiser, les IMP de coordination UNSS ont été diminuées et des championnats de France et académiques sont annulés.

Au regard des différentes annonces lues ou entendues, les quelques 184 personnels de droit privé de l'UNSS, déjà touchés par une politique de culpabilisation par rapport aux difficultés de financement, craignent un plan de restructuration et une remise en cause de la convention d'entreprise.

La privatisation de l'UNSS, c'est la remise en cause de l'UNSS, dans la même logique que les 2HSC. Ces « deux heures de plus de sport au collège » dans le cadre des 8h-18h dans les collèges d'éducation prioritaire, seraient assurées par des intervenants extérieurs. C'est la remise sur le travail des 2S2C « Sport, Santé, Culture, Civisme » mis en place par le ministre Blanquer et rejetés par les personnels et la FNEC FP-FO.

La FNEC FP-FO, avec le SNESS-FO, syndicat national des employés du sport scolaire, majoritaire à l'UNSS, revendique l'arrêt immédiat de ce qui s'apparente à un « sabotage » en coupe réglée du service public du sport scolaire.

La FNECFP-FO estime qu'Olivier Girault est devenu totalement illégitime. Elle revendique un financement 100% public de l'UNSS, avec un budget transparent sans sociétés occultes de communication ou autre et une hausse du budget au moins à hauteur de l'inflation pour rétablir tous les postes et toutes les organisations sportives supprimés à l'UNSS, à tous les niveaux.